



RAPPORT D'ACTIVITE

Assemblée Générale
LILLE 19 Septembre 2022



Rapport d'activité de la section CGT NORD

Nous sommes heureux de pouvoir nous réunir à nouveau aujourd'hui sans aucune restriction.

Depuis les dernières AG locales, l'actualité a été riche en terme d'actions.

Un appel à la grève, fonction publique, interprofessionnel, intersyndical a eu lieu le 5 octobre 2021 pour les salaires, les emplois le développement des services publics de proximité.

A cette occasion, nous avons fait des visites de services dans tout le département.

Le directeur général nous a fait l'honneur de sa visite lors de ses pérégrinations régionales.

Il s'est rendu à la trésorerie de Lille CHU, les militants locaux aidés de la CGT des hospitaliers lui ont réservé un accueil revendicatif.

Un courrier lui a été remis dénonçant les restructurations, le manque d'emplois et les conditions de travail dégradées.

En octobre, au niveau national, l'accord sur la reconnaissance de l'engagement des agents a été signé par toutes les OS représentatives.

Celui ci comporte 3 mesures, une prime exceptionnelle (120€ C, 170€ B, 250€ A), des mesures supplémentaires de promotion professionnelle et la création d'un fonds pour l'amélioration du cadre de vie au travail (100€ par agent).

La CGT a voté par défaut et en responsabilité pour l'intérêt des agents mais avait exigé beaucoup plus (augmentation du point d'indice).

En local, nous nous sommes dès le début positionné sur l'octroi d'un chèque de 100 € pour chaque agent.

Après de multiples volte face de la part de la DG, notre proposition a été rejetée au prétexte que cela constituait une hausse du pouvoir d'achat.

S'en est suivi des discussions interminables avec la direction locale pour finalement aboutir à une liste fermée de matériels qui ne bénéficieront pas à tout le monde.

Les militants locaux sont allés à la rencontre des collègues pour discuter de cette problématique.

Le 10 décembre, nous avons organisé des assises départementales à St Amand, l'objet était de rassembler en un même lieu des collègues, des usagers, des élus et des associations de consommateurs afin de discuter de l'évolution du service public à la DGFIP (accueils de proximité, NRP)

Malheureusement, comme tous les ans, janvier est synonyme de suppressions d'emplois.

Nous sommes allés voir les collègues des sites impactés, à cette occasion nous avons débattu avec eux de la grève interprofessionnelle du 27 janvier 2022.

Une diffusion massive de tracts a été effectuée le 8 mars dans le cadre de la journée internationale de lutte pour le droit des femmes. A la DGFIP, les inégalités existent : cela se voit lors des restructurations, des LA ou des concours.

Le 17 mars nous avons appelé à la grève, cette journée faisait suite à celle du 17 janvier.

En avril se sont déroulés les GT et le comité technique concernant le CVT.

Durant la campagne d'impôt sur le revenu, en partenariat avec INDECOSA CGT, nous avons distribué des tracts devant chaque accueil des Finances Publiques.

Il s'agissait de dénoncer le tout numérique et les difficultés à accéder à leur accueil rénové.

Nous avons récolté des milliers de signatures que nous avons remis lors d'un CTL au directeur.

Monsieur Mordacq n'a daigné répondre à INDECOSA CGT qu'en septembre.

La CGT a demandé l'organisation d'une journée d'accueil en mai pour les stagiaires nouvellement arrivés dans le Nord, celle ci n'avait pas été prévue par la direction.

Du 1^{er} au 4 juin se sont déroulées les rencontres nationales de la CGT Finances Publiques à la Palmyre. Pascal et moi même y avons représenté le Nord

Ces rencontres entre militants de toutes les sections de France ont été l'occasion d'échanger et de débattre sur le fonctionnement de notre organisation, l'avenir de la DGFIP mais aussi l'enjeu des élections professionnelles à venir.

Nous avons continué à aller à la rencontre des collègues durant tout le mois de juin, avec la distribution de la brochure sur l'action sociale ainsi qu'un tract sur la campagne d'évaluation. Durant l'été, nous sommes allés sur les différents sites du département pour distribuer les cahiers de vacances.

Toutes ces tournées ont été aussi l'occasion de discuter avec les collègues des multiples restructurations. Sans surprise les constats et les ressentis sont diamétralement opposés à ceux de la direction.

Nous avons aussi très régulièrement envoyé des courriels à la liste de diffusion pour informer les collègues de la situation et de leurs droits.

On vous invite à consulter notre site local ainsi que notre page facebook, ceux ci sont régulièrement alimentés (CR CTL, Actions, actualités revendicatives, CR CHSCT, CR CDAS..)

Le dernier trimestre sera marqué par les élections professionnelles qui se dérouleront du 1^{er} au 8 décembre. Comme en 2018, le vote se fera par voie électronique via le site ENSAP.

La nouveauté est la disparition des CTL et des CHSCT remplacés par les CSA.

C'est un moment important de la vie des services, la CGT continuera à s'opposer aux restructurations, aux suppressions d'emplois, à la disparition des services publics.

Vos voix comptent, c'est grâce à vous que la CGT est et restera la 1^{ère} organisation à la DRFIP du NORD.

Nous avons toujours été force de proposition, même avec la suppression des CAPL nous continuons à vous défendre.

Nous avons toujours essayé d'être disponibles et à votre écoute.

Pour ces élections, nous avons bâti une liste de 20 camarades : 10 femmes, 10 hommes (équivalent à la proportion de femmes et d'hommes dans la direction)

Nos militants représentent tous les grades, des missions différentes et sont répartis sur l'ensemble du territoire.

Impliqués, à l'offensive et proches de vous ils vous défendent dans toutes les instances, locales, nationales et ministérielles.

Annick Phellion, Eric Gosset, Christine Busin, Philippe Cabre, Sylvie Lemaire, Thomas Remmery, Annie Salomez, Pascal Brodowski, Christelle Guaquier, Nicolas Césari, Sophie Delplace, Pierre Jean Berthoumieu, Joëlle Philibert, Vincent Lorthioit, Christelle Vanleene, Hervé Paillard, Sabine Lefebvre, Romain Jourdain, Marie Enjalbert, Philippe Slabolepszy.

Institutionnel

CTL, CAP, CDAS, CHSCT

L'activité institutionnelle a été très intense durant la période.

De nombreux comités techniques se sont tenus, environ 1 par mois.

L'essentiel des sujets concernait le NRP et les restructurations des services de la DRFIP.

La CGT Finances Publiques, suivie par l'intersyndicale, a continué à boycotter toutes les 1^{ères} instances la CGT a décidé de siéger en 2^{ème} convocation uniquement pour défendre les droits et garanties ainsi que les conditions de travail des collègues.

Plusieurs CTL ont concerné l'accueil rénové et les horaires d'ouverture.

Bien sûr, étant contre le NRP, la CGT n'a jamais collaboré à la mise en plus de la destruction de la DGFIP.

Des comptes rendus systématiques ont été envoyés aux collègues afin de les tenir au courant des événements.



A ce jour la loi de transformation de la Fonction Publique a mis fin à toutes les CAP locales, supprimant de ce fait la majorité de droits à défense des agents.
Les dernières relatives à l'entretien professionnel se sont déroulées il y a 15 jours.

La DRFIP maintient des réunions d'information préparatoires aux mouvements locaux de mutation et de liste d'aptitude qui ne sont que des semblants de dialogue social et qui ne remplaceront jamais les CAPL.

Plus aucune communication n'est faite aux organisations syndicales des documents permettant la transparence et la lisibilité des mouvements.

C'est pourquoi nous demandons toujours aux collègues de nous envoyer leurs demandes afin de les défendre efficacement dans une vision globale.

La CGT continue et continuera de défendre dans un cadre collectif les collègues qui la mandatent.

le CHSCT s'est réuni pour 12 sessions plénières, en nombreux groupes de travail et a également effectué moult visites de services.

Le CHSCT a vu une nouvelle fois son budget baisser du fait de la diminution de la dotation par agent et des effectifs.

Avec ce budget, le CHSCT vote le financement de travaux (désamiantage), d'agencements (par exemple réfection d'éclairage ou pose de stores), d'équipements ergonomiques suite à des préconisations médicales ou selon les besoins remontés par les collègues (par exemple, fourniture de casques pour les campagnes IR), de formations.

La loi de transformation de la fonction publique est passée par là et a généré un profond recul des droits des collègues. En effet, depuis décembre 2019, les directions n'ont plus l'obligation de consulter les CHSCT sur les projets importants lors de restructurations tels que le NRP.

La DRFIP a très vite intégré ce changement en squeezant systématiquement le CHSCT depuis cette date. Désormais privés du débat et de certains outils (comme le recours à une expertise externe), la CGT a tenté de reprendre la main sur le sujet NRP en organisant de nombreuses visites CHSCT

Vous, les collègues, êtes nos yeux et nos oreilles sur le terrain. Sans cette information de proximité nous serions démunis. C'est pourquoi il est primordial de nous faire remonter tout dysfonctionnement en lien avec l'hygiène, la santé, la sécurité ou les conditions de travail. Ne pas hésiter à contacter la CGT Finances Publiques ou ses membres en CHSCT et à renseigner le cas échéant le Registre Santé Sécurité au Travail, voire une fiche de signalement, en cas d'incident ou d'agression.

L'action sociale subit également de plein fouet les réformes impactant notre ministère. Faire pareil ou plus avec toujours moins est le mot d'ordre depuis des années avec un budget constamment revu à la baisse (réserve de 6% impactant le fonctionnement qui persiste).

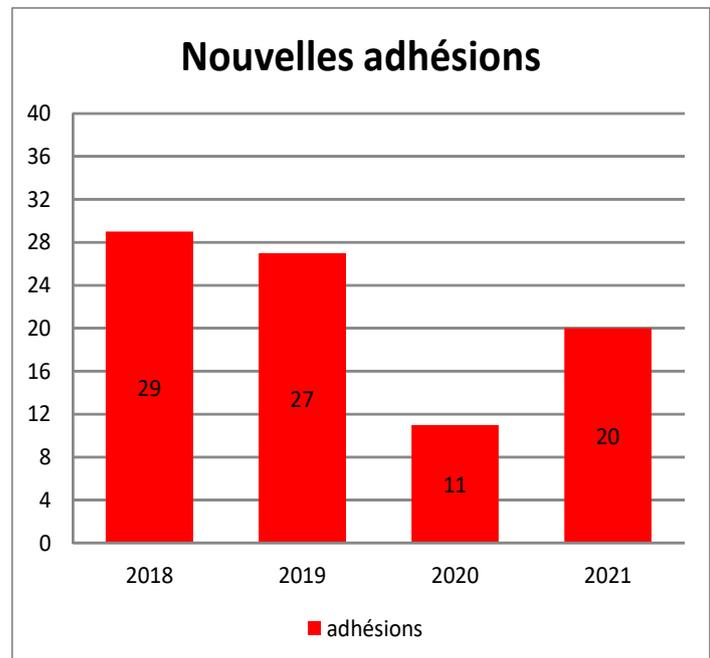
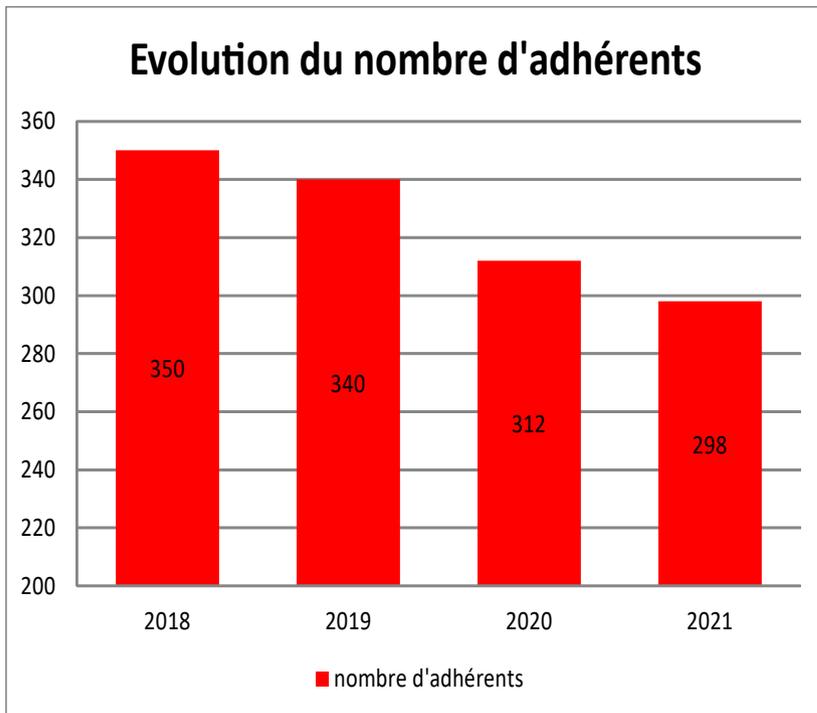
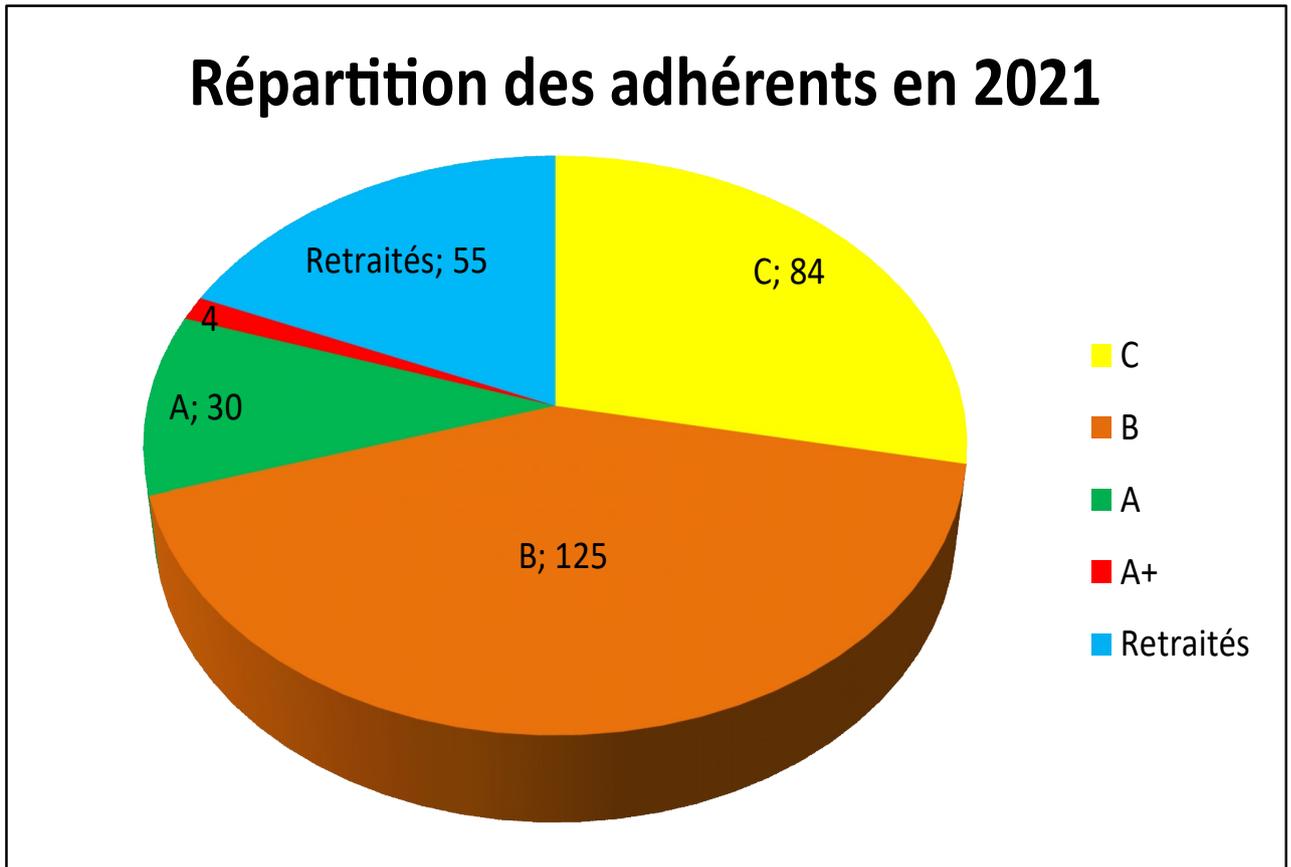
Les attaques envers ce pan essentiel de notre vie d'agent, actif ou retraité, sont incessantes : outre le budget, les restaurants sont mis à mal, les centres de vacances sont mis en vente, les logements sociaux sont de plus en plus chers

Les délégations subissent également leur NRP décliné au niveau inter-régional, comme pour notre réseau, des regroupements sont imposés pour une soi-disant « mutualisation » au plus proche des bénéficiaires

Vos élus qui siègent en CDAS (Comité Départemental d'Action Sociale) et en CAL (Comités d'Action Sociale ex BIL) défendent l'idée d'une action sociale de proximité ouverte à tous, actifs et retraités et restent très vigilants sur la diversité et la qualité des prestations proposées.

Vous recevez à chaque tenue de l'instance un compte-rendu avec les coordonnées de vos élus, alors n'hésitez pas à nous solliciter et à faire remonter toute question ou proposition d'activité ou de création de nouvelles prestations.

Syndicalisation



RETRAITÉS

Compte-rendu d'activité des retraités CGR Finances publiques du Nord.

Nous sommes actuellement 37 adhérents retraités pour le Nord du département et 15 pour le sud du département.

Le dernier collectif retraités Finances s'est tenu le 26 Novembre 2021.

La continuité syndicale au sein de la CGT est importante et indispensable pour la défense des retraités.

Grâce aux mobilisations intersyndicales, mais impulsées par l'UFR CGT, le gouvernement a été contraint d'annoncer et de faire voter au parlement, une augmentation de 4%.

Les dernières grandes mobilisations des retraités du 2 Décembre 2021 et celle du 24 Mars 2021 ont rassemblé des milliers de retraités dans la rue.

**Les revendications principales étant:
l'augmentation des pensions,
La santé et la reconquête de la sécurité sociale intégrale,
(non à la création de la 5ème branche pour l'autonomie et la dépendance),
Les services publics de proximité.**

Il est toutefois observé que les mobilisations ne sont pas terminées. Cette augmentation de 4% n'est pas rétroactive au 1er janvier 2022, mais au 1er Juillet 2022 (augmentation dont nous n'avons pas encore pu constater l'effet, puisque elle n'est pas encore appliquée (peut être fin septembre!!!).

Ceux qui annoncent que cela représente 5,1% d'augmentation depuis le début de l'année, oublient volontairement que le 1,1% le sont au titre de 2021. D'autre part, les tranches, pour appliquer les différents taux de la CSG, n'ont pas été revalorisées suffisamment. En conséquence, cela entraîne le passage automatique dans la tranche supérieure pour certains retraités, ayant un RFR proche des limites.

Depuis 10 ans, la perte cumulée est équivalente à 1 mois de pension.

Autres actions nationales auxquelles nous avons participé:

Pétition contre la fracture numérique: 100604 pétitions recensées (mais d'autres ont été envoyées directement), déposées entre le 9 et le 20 Mai): nous demandons l'envoi d'un bulletin de pension émis par la CARSAT ou les autres centres de paiement de pensions. Nous avons eu un RDV avec le directeur de la CARSAT à Villeneuve d'Ascq le 13 Mai 2021, afin de revendiquer ce droit.

Consultation nationale: «De quoi ai je besoin pour vivre dignement»

Pas encore de retombées depuis le national.

Les retraités ont participé activement aux manifestations inter professionnelles, mais aussi celles de la Santé et bien sûr, celles des Finances Publiques.

N'oublions pas, non plus, notre combat pour le maintien et le développement des services publics, et pour des transports en commun publics, plus nombreux et moins chers (voir gratuits).

Le prochain congrès USR 59 se tiendra les 17 et 18 Novembre 2022, à la salle des acacias à Hellemmes. (voir pour les mandats).

La conférence nationale de l'union fédérale des retraités des Finances CGT se tiendra, elle, les 27,28,29 Septembre à la Palmyre.

Comme vous le voyez mes camarades, l'activité des retraités est toujours aussi dense, toujours en corrélation étroite avec les actifs, pour une plus grande efficacité, dans la continuité syndicale.

